

# Et ce fut «Non»

Rien n'y fit; ni l'engagement à fond du Président de la République, ni la hausse théâtrale de 5 % du Smic annoncée par le Premier ministre, ni la descente dans l'arène des anciens poids-lourds, Delors, Jospin, Barre, ni les encouragements des dirigeants politiques et syndicalistes étrangers, ni même le surmenage physique de Nicolas Sarkozy. Malgré tout cela, le Non l'a emporté nettement.

En face, un ancien Premier ministre et ministre de l'Economie et des Finances, un monsieur au langage châtié, à la diction huilée, que l'on prendrait volontiers pour un représentant en chemises et cravates, ce grand bourgeois de Neuilly a rallié des inquiets honnêtes, des démagogues effrontés et beaucoup de nostalgiques de mai 68.

Comment comprendre qu'un cadre politique aussi hétéroclite, pour ne pas dire farfelu, où le nombrilisme prédomine, ait pu l'emporter sur l'union des grands manitous de la politique française? Des explications savantes ont été fournies dans ces pages et ailleurs sur l'écart qui s'est creusé entre les dirigeants et les masses populaires, sur le

jeu politicien de Jacques Chirac, sur l'élargissement des insatisfaits, allant de la gauche traditionnelle jusqu'aux professions libérales bien diplômées en passant par le centre artisanal et commerçant. Toutefois, les grands bouleversements sont parfois accélérés par de petites histoires auxquelles les médias réussissent à donner une ampleur inattendue, comme celles qui vont suivre:

1) Une entreprise alsacienne informe, trois semaines avant le 29 mai, 70 de ses «collaborateurs» que leur activité sera prochainement délocalisée en Roumanie, mais qu'ils peuvent poursuivre là-bas leur emploi au salaire mensuel de ... 120 euros.

2) Un portal Internet français décide une semaine avant le 29 mai de transférer plus de la moitié de ses services en Arménie où les futurs salaires varieront entre 350 et 500 euros, alors qu'à Paris, ils sont de l'ordre de 2.000 à 3.000 euros.

3) Dans son édition du 24 mai, Le Monde informe en première page que le PDG de Carrefour, le n° 2 mondial de la distribution, vient de se faire virer et que son indemnité de départ s'élève à 38

millions d'euros – plus de 1 milliard et demi de nos anciens francs – après moins de 10 années de services. Sur quelles charges salariales a-t-on grignoté ce remerciement versé à quelqu'un dont on est mécontent, alors que des employés qui n'ont nullement démérités sont si cruellement déclassés et ballottés au gré des courants d'air capitalistes.

Chaque matin des millions d'Européens, assis devant leur petit déjeuner, ne savent pas si le soir ils gagnent encore le revenu qui leur permettra de financer leur dîner. Ils ont l'impression que l'Europe est en train de jouer leur sort au lieu d'assurer leur avenir. C'est ce sentiment qui fait que dans un nombre croissant de pays, le pouvoir politique en place n'est subitement plus représentatif de l'opinion publique prévalante. Ni en Allemagne, ni en France, ni aux Pays-Bas le gouvernement ne possède encore le support de la majorité du peuple souverain. Si, dans ces circonstances, les négociations avec la Turquie commencent le 3 octobre prochain, il ne nous restera plus que la grève générale.

Robert Wilmes